



## 1. Contexte

La Région du Sila est une des 22 régions qui composent le Tchad. Elle a été la dernière à être créée par Arrêté présidentiel de Février 2008 et Goz-Beida en est la capitale. Elle s'étend sur une distance d'environ 26 000 Km<sup>2</sup> et compte deux préfectures et une dizaine de sous-préfectures. Au nord, elle fait frontière avec la Région du Ouaddaï, à l'est avec le Soudan et au sud avec la République Centrafricaine. La région compte plus de 252 000 habitants dont 8500 à Goz Beida.

Le Dar Sila est un Sultanat qui a ses origines au 16<sup>ème</sup> siècle. Les autorités traditionnelles s'occupent de l'attribution et l'utilisation des terres rurales et les règlements des litiges.

L'instabilité et le conflit à l'est du Tchad sont liés à plusieurs facteurs dont : les tensions inter communautaires; les conflits entre agriculteurs /éleveurs; les combats entre groupes d'opposition armés et l'armée nationale; la prolifération des armes; le banditisme; les exactions des milices paramilitaires . jenjaweeds-; et le conflit au Darfour.

Malgré le grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées qui pèsent sur les ressources disponibles, la population et les autorités de la région ont de bonnes relations.

L'accord de Paix entre le Tchad et le Soudan, signé en janvier 2010, a permis la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays. La frontière a été rouverte au trafic, une brigade mixte de surveillance de la frontière est mise en place. En 2010, l'armée a réussi à déstabiliser les foyers des rebelles dans la zone.

La sécurité de la ville de Goz Beida est assurée par l'Armée Nationale de Tchad ANT, la Police nationale, la Gendarmerie nationale, la Garde nationale et nomade tchadienne (GNNT) et l'Agence nationale de sécurité (ANS). Depuis une année, une centaine d'éléments du Détachement Intégré de Sécurité (DIS), composés de policiers et gendarmes tchadiens formés et encadrés par la Section UNPOL de la MINURCAT sont arrivés dans la Région. Deux Commissariats du DIS ont été créés un à Koukou et un autre à Goz Beida. Goz Beida dispose d'un commissariat central de DIS et d'un poste à l'entrée de camp des Réfugiés de Djabal. Le DIS s'occupe de la sécurité des camps de réfugiés, des sites des déplacés et des Organisations humanitaires.

Depuis le départ de la MINURCAT, le Bureau de Sécurisation et des Mouvements (BSM) présidé par le Gouverneur à Goz Beida et par le Sous Préfet à Koukou, est désormais l'organe central qui s'occupe de la sécurité des humanitaires sur le terrain. Il se réunit toutes les semaines pour analyser l'évolution de la situation sécuritaire.

Le 28 novembre 2010, le Forum de dialogue entre les acteurs humanitaires et le Gouvernement tchadien a permis d'apprécier la situation humanitaire, de redéfinir les défis, les priorités et les grands axes d'interventions humanitaires suite au retrait de la MINURCAT.

## 2. Situation humanitaire

### Réfugiés soudanais

Depuis 2003, la Région de Sila accueille des réfugiés soudanais. Le HCR a ouvert son bureau à Goz Beida et une antenne à Koukou (ville de 2 000 habitants, à 45 km de Goz Beida, dans la sous-préfecture de Koukou-Angarana). Le HCR est secondé par des Agences sœurs, le PAM, l'UNICEF et depuis 2007 OCHA. La FAO et le PNUD sont arrivés tout récemment en 2009 puis UNFPA a rejoint le groupe des agences en 2010.

Il y a deux camps de réfugiés dans la Région avec un total de **41 840** personnes:

- A Goz Beida : le camp de réfugiés de Djabal (17 216 personnes) (source HCR)
- A Koukou : le camp de réfugiés de Goz Amir (24 624 personnes) (source HCR)

### Personnes déplacées internes

Depuis 2006, un nombre grandissant de Tchadiens a commencé à se déplacer à l'intérieur du Tchad pour des raisons sécuritaires. Le phénomène a commencé par les régions près de la frontière et s'est étendu par la suite aux localités situées plus à l'intérieur. On compte près de **145 000** déplacés dans la région (soit près de 90% des déplacés à l'est estimés à 170 000) qui se sont créés concomitamment aux camps des réfugiés et aux alentours des villages existants.

Effectifs des personnes déplacées internes (source HCR juin 2010)

Autour de Goz Beida	57 447 déplacés	Gouroukoun : <b>17 842</b> personnes
		Koubigou: <b>11 385</b> personnes
		Gassire : <b>17 987</b> personnes
		Koloma: <b>7 394</b> personnes
		Ganachour: <b>2 174</b> personnes
		Sanour: <b>665</b> personnes
Autour de Koukou :	53 641 déplacés	Aradib 1 & 2: <b>18 411</b> personnes
		Habile 1, 2 & 3 : <b>35 230</b> personnes.
Autour de Dogdore	27 500 déplacés	8 sites : Bassou, Haya Djabal, Kadjeksé, Domboli, Guindessa, Angoussa, Tours et Modoyna Zaghawa
Autour de Adé	15 998 déplacés.	-
Autour de Kerfi	4 480 déplacés.	-
<b>Total</b>	<b>144 667 déplacés</b>	

### Retour des personnes déplacées dans leurs villages d'origine

Depuis 2008, un mouvement de retour des déplacés s'est amorcé. Pendulaire dans un premier temps, ce mouvement s'est consolidé dans certaines localités et environ 40 000 *retournés* ont été enregistrés dans la Région.

Des programmes d'accompagnement ont été mis en place et se poursuivent. Dans certaines localités, les mouvements saisonniers des déplacés se poursuivent et certains déplacés conditionnent leur retour à la mise en place des services de base et à la sécurité.

Dans le cadre de l'appui à l'Etat tchadien pour gérer les défis des villages de retour, le PNUD intervient à travers deux volets: l'aide juridique et l'assistance judiciaire. Le PNUD donne aussi un appui technique dans l'organisation périodique des audiences foraines au Palais de Justice de Paix de Goz Beida. Mais l'un des grands défis reste le manque des couloirs de transhumance.

Depuis septembre 2009, le PNUD a ouvert son Programme de Relèvement Précoce dans la Région et s'occupe aussi de la coordination des différentes interventions relatives à l'accompagnement des retournés par des actions de réinsertion socio-économique.

Pour l'année 2010, les humanitaires, à travers le CAP, mettent l'accent sur la mise en place de programmes d'appui aux solutions durables tout en poursuivant aussi dans une certaine mesure l'assistance aux populations déplacées vulnérables qui resteront encore sur les sites. Le retour volontaire des déplacés vers leurs villages d'origine a été encouragé avec la situation qui se normalise petit à petit à la frontière.

### Populations hôtes

La présence des réfugiés et des déplacés a eu un impact sur les conditions de vie des populations locales qui ont partagé les maigres ressources (eau, bois etc) dont elles disposaient avec ces personnes. Pour alléger les conséquences de l'arrivée des déplacés et des réfugiés, les programmes humanitaires ont mis en place des services ouverts à toute la population . communauté hôte, réfugiés, déplacés-

### Situation alimentaire

Au moment où la situation humanitaire est plus ou moins stable sur les sites des déplacés et les camps des réfugiés; la détérioration de la sécurité alimentaire dans certaines zones demeure la grande préoccupation et nécessite une réponse rapide et adaptée. Les résultats de l'enquête VAM du PAM donneront plus de détails sur le nombre des personnes touchées.

Les réfugiés soudanais continuent de recevoir des rations alimentaires mensuelles tandis que cette assistance est ciblée chez les déplacés.

## **3. Présence acteurs/domaine d'intervention**

32 Organisations humanitaires dont sept Agences des Nations Unies, la Crois Rouge Tchadienne, 18 ONGs internationales et six ONGs locales sont opérationnelles dans divers secteurs (abris, protection, santé, nutrition, éducation, eau, assainissement et sécurité alimentaire).

## **4. Mécanismes de coordination**

La coordination de la réponse humanitaire est assurée par OCHA qui apporte ainsi un appui aux clusters. Actuellement, **sept clusters sont opérationnels à Goz Beida** et sont aministrés par différentes Agences des Nations Unies: Gestion des sites, Abris et non vivres & Protection (UNHCR); Santé/Nutrition (UNICEF); Education (UNICEF); Eau/Assainissement (UNICEF); la Sécurité alimentaire (FAO); le Relèvement précoce et solutions durables (PNUD); la logistique (PAM).

A Koukou, deux clusters sont fonctionnels: le cluster protection animé par le HCR et le cluster Sécurité alimentaire animé par le PAM.

La coordination passe également par les missions d'évaluation de la situation et des besoins. Ces missions peuvent être simples ou inter Agences.

Elle se traduit enfin par la création des cadres de rencontres pour faire des analyses et partager les expériences: réunions de coordination réfugiés (UNHCR), déplacés (CNAR), réunions communautaires sur les sites CNAR), etc.

Le plaidoyer humanitaire et le flux de l'information humanitaire auprès des intervenants, des bailleurs et des autorités sont aussi de la responsabilité d'OCHA. La coordination des aspects civilo- militaires rentre aussi sous la responsabilité d'OCHA.

## 5. Situation sectorielle et principales opérations

Les opérations humanitaires ciblent les personnes qui sont dans le besoin sans aucune distinction liée au statut des différents groupes.

### Sécurité alimentaire

Les activités de réponse à la crise de sécurité alimentaire se sont focalisées surtout dans le Département de Djourouf Al Ahmar où OXFAM GB a ouvert une base et en collaboration avec le PAM une distribution des vivres a été faite à près de 68 000 bénéficiaires.

Pour des raisons liées au faible accès à la terre, les réfugiés continuent de recevoir des rations mensuelles du PAM. Parmi les déplacés certains sont vulnérables sur le plan alimentaire et ont été assistés durant la période de soudure de 2010.

### Nutrition

PAM a organisé une enquête sur la nutrition dans les différents sites des déplacés autour de Goz Beida en Novembre 2010 mais les données sont en cours de traitement.

### Santé

La zone est exposée aux pathologies d'origine hydrique à cause du faible accès à l'eau potable surtout dans les villages de retour et au sein des communautés hôtes. En plus de cela, des cas de hépatite, de méningite et de polio y sont rapportés.

L'UNICEF en collaboration avec la Délégation Sanitaire a lancé une vaste opération de vaccination contre la Poliomyélite entre novembre et décembre 2010.

### Inondations

Cette année la région du sila a connu des inondations qui a rendu vulnérable plusieurs ménages qui ont perdu leurs cases et ou leurs cultures. Les victimes des inondations ont été assistées et le PAM et le HCR prévoient une autre mission de distribution.

### Protection

L'UNICEF a initié un recensement des enfants vulnérables, enfants séparés ou enrôlés dans les groupes armés à travers un projet pilote mis en œuvre entre janvier et février 2011 dans la Région. 422 enfants sont recensés et l'opération est en cours. A ceux-ci s'ajoute les 122 enfants identifiés par l'UNHCR au camp Djabal qui seront aussi pris en charge par l'UNICEF dans le cadre de la continuation de ce projet.

Les cas de protection incluent l'excision, le mariage précoce, l'enrôlement des enfants, la militarisation des camps et des sites etc. Le cluster protection suit ces cas en vue d'y pallier.

Une opération d'évaluation des intentions des déplacés par rapport aux solutions durables est prévue. Les résultats de cette évaluation permettront d'affiner les stratégies d'accompagnement dans le cadre de la recherche de solutions durables ;

### Solutions durables

Les activités d'appui aux retournés se poursuivent. L'applicabilité des décisions du Gouvernement concernant ses engagements aux côtés des acteurs humanitaires dans les villages reste timide. Toutefois, la validation du plan global de relance à l'est du Tchad tout récemment par le Gouvernement marque une étape importante pour les acteurs humanitaires dans la mise en œuvre des grands axes d'intervention dans les villages de retour. Le gouvernement, le PNUD et les acteurs humanitaires travaillent actuellement sur une stratégie sur les solutions durables pour l'est. Cette stratégie est en phase de validation. Le Gouvernement prévoit d'organiser une table-ronde sur les solutions durables prochainement.

## 6. Principaux défis

Les principales préoccupations de la communauté humanitaire sont liées aux éléments suivants:

- la concurrence entre les déplacés, réfugiés et populations hôtes sur les ressources locales insuffisantes (bois, eau, pâturage);

- les violations des droits de l'homme et de l'enfant, non respect du caractère civil des camps et sites, menaces de recrutement d'enfants soldats;
- la prolifération des armes légères et la pollution de certaines zones par des engins non explosés et mines;
- l'absence des structures de justice moderne, l'impunité, le banditisme, la criminalité, l'absence ou la faiblesse de l'autorité de l'Etat;
- la précarité de la situation alimentaire dans la zone;
- les cas de braquages dans les compounds des organisations humanitaires par des hommes armés et souvent en tenue militaire, vols de véhicules, coupeurs de routes sur les axes, kidnapping, etc;
- Le retrait des humanitaires: OXFAM GB et la CICR se sont retirés de Goz Beida en décembre 2010 pour d'autres localités du pays. Le retrait de MSF France en juillet 2010 de Dogdore, nécessite une réponse urgente vu les besoins des 10 000 déplacés d'Adé et 27 500 déplacés de Dogdore qui n'ont plus d'assistance en santé;
- L'inaccessibilité à certaines zones pour des raisons d'insécurité et d'impraticabilité du réseau routier ;
- L'instabilité de la zone suite aux tensions potentielles entre différentes communautés, agriculteurs et éleveurs, etc;
- L'accès des retournés à la terre occupée par d'autres groupes pendant la crise qui se solde souvent par des conflits intercommunautaires;
- Le manque de moyens du DIS et effectif insuffisant pour assurer les escortes dans toute la zone d'opération.